



**Deuxième colloque international sur le thème**

**La reconsidération du modèle de développement à la lumière  
des évolutions que connaît le Maroc**

**Intervention de Monsieur Abdellatif Jouahri**

**Wali de Bank Al-Maghrib**

*Skhirat, 19 octobre 2018*

**Monsieur le Chef du Gouvernement,**

**Messieurs les Ministres,**

**Monsieur le Président de la région Fès-Meknès,**

**Monsieur le Président de la CGEM,**

**Mesdames et Messieurs,**

Je voudrais tout d'abord remercier les organisateurs de m'avoir invité et les féliciter pour cette deuxième rencontre et pour le thème auquel elle est consacrée. Le débat autour de la question de notre modèle de développement répond au vœu de Sa Majesté le Roi et se trouve aujourd'hui au centre des préoccupations des décideurs publics.

Je suis persuadé que de nombreuses réflexions ont été menées depuis l'appel de Sa Majesté et contribueront, chacune de son côté, à façonner les bases de ce nouveau modèle.

A mon niveau, je voudrais, au cours du temps qui m'est imparti, mettre l'accent davantage sur les conditions et les facteurs qui assureront à ce nouveau modèle, quel que soient les choix opérés, les meilleures chances de succès et de bonne performance.

**Mesdames et Messieurs,**

La remise en question des politiques économiques et sociales ou du modèle de développement dans sa globalité n'est pas spécifique au Maroc. C'est une question qui interpelle de nombreux pays aussi bien en développement qu'avancés. Elle répond souvent à un besoin d'adaptation de ces modèles aux évolutions de plus en plus rapides de l'environnement aussi bien interne qu'externe.

C'est cette réalité qui s'est dégagée au cours des assemblées annuelles du FMI et de la Banque Mondiale, tenues à Bali en Indonésie la semaine dernière. Ce qu'on peut retenir, c'est que des mutations profondes et des défis émergents prennent des dimensions préoccupantes et interpellent tout un chacun, gouvernements, autorités de régulation, institutions internationales, entreprises et société civile.

On peut dire que la transformation digitale a été l'une des questions qui ont le plus accaparé l'attention lors de ces rencontres. Deux constats fondamentaux font pratiquement l'unanimité aujourd'hui. Le premier est que cette évolution est beaucoup plus rapide, plus profonde et plus diffuse que ce que l'on pouvait croire. Le deuxième est qu'il y a énormément d'incertitudes sur ses implications et ses conséquences. Le plus préoccupant encore, c'est qu'on ne sait pas jusqu'à présent comment s'y prendre. On observe les développements, on tâtonne, on regarde ce que font les autres... C'est justement cette situation qui a amené la Banque Mondiale et le FMI à élaborer ce qui est appelé l'Agenda Fintech de Bali, et qui est en définitif un ensemble de principes généraux devant guider l'action de tout un chacun pour faire face à cette révolution, exploiter les opportunités qu'elle offre et gérer les risques qu'elle implique. Parmi ces derniers, le plus important est sans nul doute la cybercriminalité qui génère annuellement, d'après les chiffres avancés, 1500 milliards de dollars de revenus illicites.

L'autre grande inquiétude est liée à la montée du protectionnisme et du populisme. La globalisation considérée jusqu'à récemment porteuse de larges opportunités est aujourd'hui remise en question par de nombreux pays et de larges franges de la population. Le multilatéralisme et la coopération internationale, qui permettent d'instaurer des règles et des normes mutuellement acceptables, sont également mis à rude épreuve. Evidemment,

ceci a des conséquences sur tous les pays, grands ou petits, avancés ou en développement. Chacun s'interroge sur l'impact, les conséquences et la stratégie à adopter.

Les tensions géopolitiques, les mouvements migratoires, le changement climatique, les dynamiques démographiques (vieillesse de la population pour certains et forte croissance pour d'autres), ainsi que les inégalités, y compris de genre, constituent d'autres facteurs non moins importants et qui ne manqueront pas d'avoir un impact significatif sur les performances économiques et sociales des pays concernés.

### **Mesdames et Messieurs,**

Dans le même cadre des discussions au sein de la communauté internationale, il s'est dégagé aussi une unanimité sur un certain nombre de considérations et de prérequis communs pour que les modèles de développement, quels que soient leur nature et leur orientation, produisent des résultats satisfaisants.

Il s'agit en premier lieu de la valorisation du capital humain dont le niveau et la qualité sont déterminants pour le processus de développement. Evidemment, ce constat nous interpelle au niveau de notre pays. Le classement du Maroc selon l'indice du capital humain publié par la Banque Mondiale à l'occasion de ces assemblées annuelles nous rappelle encore une fois le retard que nous avons accumulé dans ce domaine et l'ampleur du défi à relever. Certes, un chantier majeur a été lancé, avec l'élaboration de la vision 2030 et sa déclinaison en loi-cadre, mais ce qu'il faut souligner, c'est que cette réforme constitue l'ultime chance pour développer notre capital humain, le valoriser et espérer ainsi placer notre pays sur la voie de l'émergence. Cela veut dire que nous n'avons plus le droit à l'erreur.

La deuxième exigence qui s'est dégagée aussi est la nécessité que le modèle de développement soit inclusif. C'est-à-dire que la croissance doit profiter à la grande majorité ou selon la formule consacrée en anglais, que personne ne doit être laissé pour compte (No one left behind). Outre la création d'emplois de qualité, cela passe par la mise en place de mécanismes de redistribution, de filets sociaux pour garantir à tout un chacun ce qu'on peut appeler un « SMIG social », c'est-à-dire des conditions de vie décentes (logement, eau, électricité et assainissement) et un accès à l'éducation et à la santé.

Le troisième prérequis fondamental est la bonne gouvernance. Il s'agit d'instaurer un cadre pour l'élaboration et la mise en œuvre de la politique publique qui soit efficace et efficient à tous les échelons de l'Etat, d'œuvrer pour un environnement des affaires propice à l'investissement à travers notamment le renforcement de la lutte contre la corruption et de l'impartialité et de l'équité du système judiciaire. Ces critères ont d'ailleurs été intégrés récemment dans le cadre des évaluations du FMI notamment au titre des consultations de l'Article IV.

Un tel environnement doit profiter en premier lieu à l'entreprise, mais celle-ci doit à son tour veiller à sa transparence fiscale et à sa responsabilité sociale parallèlement à sa quête de compétitivité et de profit.

Sur cet aspect de gouvernance, nous avons, au niveau de la Banque centrale, appelé à la mise en place d'un cadre de planification stratégique qui assurerait cette cohérence d'ensemble et créerait les synergies manquantes dans le cadre d'une vision de développement qui fédère toutes les parties prenantes.

La recherche de cette cohérence appelle également à la nécessité d'assurer un suivi de la mise en œuvre des réformes et des politiques publiques. Dans le cas du Maroc, certes plusieurs chantiers et réformes ont été lancés ces dernières années, mais nombreux sont ceux qui n'ont pas encore abouti

malgré de longs délais écoulés. On peut parler des réformes des retraites, des subventions, du code du travail et de la loi encadrant le droit de grève, pour ne citer que ceux-là. La raison de ce constat résiderait justement dans l'absence de cadre de suivi et d'évaluation. Cet aspect, y compris la sanction, s'inscrit également parmi les conditions nécessaires pour la réussite du nouveau modèle de développement.

### **Mesdames et Messieurs,**

Si je me suis arrêté et énuméré les conditions nécessaires à tout modèle de développement, c'est que dans notre cas, c'est encore plus évident, car s'il est vrai que nous avons certes réalisé des avancées importantes dans plusieurs domaines, force est de constater que nos performances économiques et sociales se sont affaiblies ces dernières années. En effet, depuis 2013, la croissance non agricole est revenue à un palier plus bas et la tendance baissière du chômage s'est inversée de manière particulièrement inquiétante pour les jeunes citadins. L'investissement privé reste faible malgré les incitations accordées et les équilibres macroéconomiques sont fragiles.

Ce qui est encore préoccupant, c'est que cette situation est amplifiée dans la perception de la population. Celle-ci exprime de différentes manières ses inquiétudes face à un chômage qu'elle perçoit en forte aggravation, un niveau de vie qu'elle juge en détérioration et des inégalités qu'elle voit en accentuation. Il suffit d'analyser les données de l'enquête trimestrielle du HCP sur la conjoncture auprès des ménages pour réaliser à quel point ces derniers sont négatifs dans leurs appréciations.

Cette perception négative s'accroît encore avec l'ouverture et la connectivité qu'offrent aujourd'hui les réseaux sociaux. Ces derniers permettent de diffuser des messages à grande échelle et d'avoir un impact significatif sur l'opinion

publique. Nous avons vécu plusieurs exemples de ce type récemment dans notre pays.

Ce que je voudrais dire, c'est que là encore, la communication est une composante fondamentale dans la mise en œuvre des réformes à laquelle nous n'accordons malheureusement pas l'importance qu'elle mérite, alors qu'elle est essentielle pour assurer la bonne compréhension et l'adhésion des parties prenantes et accroître ainsi les chances de réussite de ces réformes.

### **Mesdames et Messieurs,**

L'ajustement de notre modèle de développement, objet de notre débat aujourd'hui, est un chantier de longue haleine qui nécessite des efforts importants et continus. Les résultats de ce repositionnement ne peuvent tous être escomptés à court terme, alors que comme je viens de l'évoquer les attentes sont importantes et pressantes. En conséquence, l'Etat a besoin de dégager des marges et de prioriser les actions pour répondre aux besoins urgents, notamment dans le domaine social.

Pour cette raison, et au regard des moyens dont nous disposons, l'optimisation des ressources et la rationalisation des dépenses constituent des impératifs permanents dans la gestion des finances publiques. Or, nous le savons tous, l'assiette fiscale est étroite à cause, en partie, du poids relativement élevé des activités informelles, le rendement de la dépense publique est faible et la pertinence des nombreuses incitations fiscales reste à démontrer.

En d'autres termes, ce que je veux dire, c'est que de telles réformes n'appellent pas à sacrifier les équilibres macroéconomiques. Au contraire, pour une économie comme la nôtre, des niveaux élevés des déficits et de d'endettement public sont rapidement sanctionnés par les agences de notation

et les institutions internationales et remettent en cause l'attractivité du pays et la confiance des opérateurs.

Il ne faut surtout pas se retrouver dans la situation des années 80 et des plans d'ajustement structurel. Dans le même sens, les conditionnalités imposées à certains pays de la région ou même à des pays avancés comme la Grèce nous rappellent que la meilleure manière de préserver la souveraineté de sa décision, c'est de veiller sur ses équilibres et qu'il n'y a pas de croissance ni de développement durables sans stabilité macroéconomique.

### **Mesdames et Messieurs,**

La réflexion autour de notre modèle de développement comme l'a souhaitée Sa Majesté le Roi est un effort collectif qui nécessite la mobilisation de toutes les parties prenantes. Chacune devrait apporter sa contribution selon son domaine d'intervention, son vécu et les défis auxquels elle fait face. C'est la logique sous-jacente à l'appel de Sa Majesté dans son dernier discours.

De par mon expérience personnelle de plus de 55 ans dans le service public, je peux dire que nous réussissons souvent à faire de bons diagnostics et nous arrivons à formuler des solutions appropriées, mais ce qui nous fait souvent défaut, c'est d'avoir « le souffle long » pour mener les chantiers à terme et les faire aboutir.

Ceci étant, nous devons rester optimistes car, vu l'ampleur des défis et des contraintes dans le contexte difficile que nous traversons et surtout pour répondre aux appels successifs de Sa Majesté le Roi, le sursaut devra venir au niveau de l'élite politique, des responsables et cadres de l'Administration ainsi que des opérateurs publics et privés, mobilisés que nous serons pour assurer à notre pays et à sa population le meilleur avenir possible.

Je vous remercie.